

R&D: en France, les grands labos misent sur l'externalisation

- Les laboratoires étrangers continuent à faire de la recherche en France, mais avec des partenaires extérieurs.
- Ils misent sur les domaines d'excellence de la France.

PHARMACIE

Catherine Ducruet
cducruet@lesechos.fr

Les groupes pharmaceutiques étrangers croient à la possibilité de faire de la recherche en France. Mais plutôt sous une forme externalisée. En l'espace de quinze jours, deux d'entre eux, Pfizer et Novartis, ont lancé des initiatives pour alimenter leur recherche. Novartis vient à travers son fonds de capital-risque, Novartis Venture Fund, d'investir dans Gensight Biologics, une start-up issue de la recherche de l'Institut de la Vision spécialisée dans la thérapie génique de maladies rares de l'œil. Quant à Pfizer, il a décidé d'investir dans Auriga Bioseeds, un fonds d'amorçage d'une quarantaine de millions d'euros. Ce fonds est destiné à investir au stade le plus précoce dans des start-up se créant autour de projets en infectiologie et microbiologie.

Pour ces deux groupes, c'est un moyen de faire de la veille technologique et qui sait, à terme, de reprendre en licence des produits issus de ces sociétés pour alimenter leur pipeline de produits. Pfizer n'en est d'ailleurs pas à son coup d'essai.

« En 2002, la direction du groupe a décidé de changer de modèle de R&D et de s'ouvrir sur l'extérieur », explique Marie-Pierre Chevalier, directrice des alliances stratégiques en France. La R&D maison est découpée en petites entités « gérées comme des biotechs », tandis qu'une équipe destinée à chercher des partenaires extérieurs a été mise en place au niveau du groupe, avec des relais dans les différents pays. Pfizer compte ainsi en France plus de 120 projets menés en partenariat avec des équipes académiques. Le groupe américain a aussi mis de l'argent dans plusieurs fonds d'investissements, qu'il s'agisse de capital-risque avec Innobio ou de fonds d'amorçage avec Inserm Transfert Initiative ou dernièrement Auriga Bioseeds.

Un autre groupe, GSK, fonctionne selon le même modèle : des petites unités maison pouvant

compter jusqu'à 100 personnes, spécialisées sur un domaine thérapeutique ou une plate-forme technologique. GSK dispose ainsi en France d'un centre d'excellence en « drug discovery » (technologies utilisées dans la découverte de nouvelles molécules) qui emploie 100 personnes aux Ulis (Essonne). Mais le groupe britannique a aussi constitué en France une équipe en charge de faire le lien entre les équipes scientifiques de GSK dans l'ensemble du monde et la recherche publique française. « Un partenariat a ainsi été signé avec l'Institut du cerveau et de la moelle épinière autour de plusieurs projets portant sur des maladies neurodégénératives comme la sclérose en plaques », explique Zeina Antoun, directeur de la recherche clinique et des partenariats chez GSK France. « GSK cofinance ces travaux et ils donnent lieu à un dialogue avec une de nos équipes à Shanghai. »

La recherche menée dans les sociétés de biotechnologie intéresse aussi le britannique, qui s'est fixé l'objectif d'intégrer dans son pipeline jusqu'à 20 % de produits issus de sociétés de biotechnologie. S'il n'a pas investi directement dans des entreprises françaises, il le fait indirectement au travers des fonds Innobio et Inserm Transfert Initiative. ■

40

MILLIONS D'EUROS

C'est le montant de chacun des deux principaux fonds d'amorçage dans la santé.



L'externalisation permet aux laboratoires étrangers de faire de la veille technologique puis, dans certains cas, de reprendre des produits en licence. Photo Shutterstock